



**Au programme du gouvernement :
austérité et déréglementation.
Dans le public comme dans le privé :
toutes et tous concerné-es**

MARDI 10 OCTOBRE **Journée de** **GREVE ET MANIFESTATION**

CASSE DU CODE DU TRAVAIL



- L'inversion des normes, c'est la fin des protections individuelles et collectives. C'est la possibilité de modification des temps de travail, du salaire sous peine de licenciement en cas de refus.

- La généralisation des contrats de chantier et le plafonnement des indemnités prudhommales, c'est la généralisation des contrats précaires, de courtes durées et mal payés.

Pour la CGT, c'est la fin des garanties pour les salariés, l'organisation de leur mise en concurrence, le développement du dumping social avec explosion de la flexibilité et de la précarité.

La Fonction publique ne sera pas préservée d'une telle déréglementation. Le statut de fonctionnaire sera la prochaine cible.

ATTAQUES TOUS AZIMUT

- La hausse de la CSG pour tous les salariés, les retraités, le gel du point d'indice pour les fonctionnaires, c'est une nouvelle perte de salaire programmée.
- La diminution des APL de 5 € et la sélection à l'entrée de l'université, c'est une attaque contre la jeunesse des milieux populaires.
- Le rétablissement au 1er janvier 2018 du jour de carence pour tous les fonctionnaires.
- La suppression brutale des contrats aidés, véritable plan de licenciement.



DES ATTAQUES ANNONCEES

- 120 000 postes de fonctionnaires que le gouvernement prévoit de supprimer
- Contre réforme des retraites, de l'assurance chômage, de la protection sociale...

Ce qui nuit au salariés du privé finit toujours par nuire à ceux du public comme nous l'avons déjà connu pour les retraites !

Car ce sont les mêmes logiques qui conduisent l'Education nationale à être le 1er employeur de précaires en France et à favoriser toujours plus de contrats de travail dérogoratoires au code du travail et au statut de la fonction publique.

Car ce sont les mêmes logiques qui amplifient la territorialisation en renvoyant l'organisation des rythmes scolaires aux mairies, en cassant les cadres nationaux...